

**Déclaration de
Supachai Panitchpakdi,
Secrétaire général de la CNUCED,
à la Conférence mondiale du Café de l'OIC
Guatemala, le 26 février 2010**

Texte final

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier, Monsieur le Président, de votre invitation à participer à cette Conférence, qui rassemble le plus large éventail de parties prenantes de l'industrie du café.

Je parlerai essentiellement de l'impact des produits de base, en particulier du café, sur le développement économique et social des pays en développement les plus pauvres. L'objectif de toute activité économique devrait être d'atteindre un niveau de développement socialement bénéfique, écologiquement inoffensif et économiquement durable. En outre, je mettrai en lumière plusieurs domaines où la crise économique actuelle a un effet de transformation sur l'économie des produits de base.

Les produits de base comme le café offrent de nombreux débouchés économiques pour les pays en développement, mais les exposent à plusieurs risques. Historiquement, les termes de l'échange des produits de base sont en déclin par rapport à ceux des biens manufacturés ; il s'agit d'une tendance que les producteurs et les exportateurs de café peuvent confirmer. Pour de nombreux produits de base, les possibilités de gains de productivité sont moindres que dans l'industrie et, pour de nombreux exportateurs, il est relativement difficile d'ajouter de la valeur à leurs produits primaires et de progresser dans la chaîne de valeur. Bien que de nombreux exemples de changement existent, souvent les pays ne tirent pas tout le potentiel de leur richesse en produits de base et sont tributaires de l'augmentation de la demande des pays importateurs pour préserver leurs revenus et les termes de l'échange.

Pour les pays en développement exportateurs de produits de base en général, le recours aux marchés extérieurs accroît leur vulnérabilité aux fluctuations des prix internationaux. Cela n'est toutefois pas le cas pour les gros exportateurs de café - Brésil, Viet Nam, Colombie - où ce produit représente une part relativement faible des exportations globales. Mais dans le cas des producteurs comme l'Éthiopie, où le café représente près de 40% des exportations, le pays est potentiellement plus vulnérable aux chocs des prix et aux problèmes de balance des

paiements. Même chez les plus gros exportateurs, d'importantes questions doivent être posées sur la diversification et la mise en valeur des produits et des marchés - en particulier, la croissance du marché intérieur et l'exploitation des procédés de valorisation et des produits à valeur ajoutée.

Le développement des marchés intérieurs de tous les exportateurs a été mis en évidence depuis le début de la crise économique mondiale actuelle, qui a causé la chute la plus brutale de la demande internationale depuis la deuxième guerre mondiale. Cela est particulièrement vrai pour les pays en développement dont les exportations représentent souvent une part importante du PIB, et encore plus vrai pour les producteurs de produits de base tributaires de la demande étrangère. S'agissant des pays dont la croissance est tributaire des marchés d'exportation, la crise les a incités à développer leur marché intérieur ainsi que les marchés de la région. Les taux de consommation du café sont nettement inférieurs dans les pays producteurs, ce qui suggère un potentiel élevé de développement de la consommation intérieure de ces pays.

La crise économique a également révélé la vulnérabilité des exportateurs de produits de base aux activités spéculatives. Au cours du deuxième semestre de 2008, alors que le marché des sub-primes s'effondrait, les spéculateurs ont cherché de nouvelles possibilités d'investissement dans divers types de valeurs. Les produits de base sont devenus la nouvelle cible et les prix record atteints par les produits agricoles et énergétiques ont été alimentés en partie par les positions spéculatives sur plusieurs marchés de produits dérivés. Plus récemment, le sucre est devenu la cible d'activités spéculatives ; dans le passé, le café a connu des pressions similaires. Pour les producteurs, le problème de la spéculation est qu'elle déclenche de faux signaux des prix et qu'elle engendre des attentes erronées sur la production future qui déstabilisent l'offre et peuvent conduire à un effondrement des prix.

Alors que de nombreux produits financiers et produits de couverture axés sur le marché peuvent aider les producteurs à supprimer certains risques de production et de volatilité des prix, ils peuvent également être dénaturés par la spéculation excessive. Il est indubitable que la poursuite de ces excès - qui peuvent avoir des conséquences désastreuses sur les moyens de subsistance des agriculteurs - devrait être empêchée. Cela est particulièrement vrai pour l'industrie du café, qui, dans de nombreux pays producteurs, se caractérise par une production de petits exploitants.

Au cours des 30 dernières années, la déréglementation et le manque de transparence des marchés financiers et des produits de base ont contribué à la volatilité croissante des prix des produits de base. Après la crise économique et les récents mouvements erratiques des prix agricoles et énergétiques, il est important de renforcer la surveillance et la réglementation des activités spéculatives. Les propositions actuellement avancées pour le contrôle international des activités spéculatives, essentiellement des produits monétaires et financiers, sont les bienvenues.

Toutefois, elles devront être coordonnées entre les pays et les secteurs pour assurer que les spéculateurs ne pourront pas tirer parti des possibilités d'arbitrage, soit entre les types de valeurs soit entre les pays et les régions. Une telle entente, qui ciblerait les effets de distorsion de la spéculation à grande échelle dans des domaines différents, est absolument cruciale pour la stabilité des marchés des produits de base et pour créer un cadre plus large de mondialisation pouvant assurer une augmentation du niveau de vie pour tous.

En plus des changements de l'orientation des produits et du marché et de la spéculation, une autre caractéristique de la crise économique mondiale actuelle qui pourrait avoir un impact considérable sur la production des produits de base est la plus grande reconnaissance du rôle des États dans le soutien de l'activité économique. Nous avons vu récemment des États venir à la rescousse des secteurs bancaire et industriel et fournir des moyens compensatoires de relance financière pour soutenir la demande dans de nombreux pays. Mais le rôle de l'État devrait dépasser la simple fourniture de filets de sécurité pour les marchés, l'industrie et l'emploi.

Au cours des trente dernières années, nous avons malheureusement assisté à un recul de l'État dans le secteur agricole et dans la commercialisation des produits agricoles en particulier, dans le cadre des réformes macro-économiques dans la plupart des pays producteurs de café. Après la crise actuelle, cette tendance doit être corrigée. Un soutien technique est particulièrement nécessaire pour aider les producteurs et les pays producteurs à progresser dans des domaines comme la mise en œuvre de meilleures pratiques de gestion et de commercialisation associées à des impératifs de qualité et de durabilité, à des exigences techniques, à l'amélioration des possibilités de diversification des moyens de subsistance, au renforcement des organisations de producteurs, à l'amélioration de l'accès au crédit et à l'amélioration de l'accès aux outils de gestion des risques.

L'évolution rapide des conditions du marché exige des interventions techniques rapides et ciblées. Avec la suppression des institutions et des ressources locales, la communauté internationale doit formaliser ses engagements en matière de fourniture d'aide pour combler les lacunes des services de financement et de vulgarisation existants dans les domaines évoqués ci-dessus. Même si des ressources nationales peuvent fournir un financement plus ciblé et souple, de tels efforts sont sensibles à des problèmes comme les recoupements et l'insuffisance des échanges d'information dans les projets. Eu égard à la nature systémique et globale de la plupart des problèmes auxquels sont confrontés les producteurs de café, il est possible d'améliorer l'efficacité de la conception et de la mise en œuvre de projets d'assistance technique entre les donateurs et les promoteurs du projet au niveau mondial. Nous estimons qu'il s'agit d'un domaine dans lequel l'OIC et le Fonds commun pour les produits de base pourrait apporter leur aide.

Un autre aspect de la crise économique mondiale qui a eu un impact sur les produits de base et que je voudrais aborder est la contraction et l'augmentation des coûts du crédit. Le caractère saisonnier de la production de café fait de l'accès au crédit un élément nécessaire de la production, comme cela est le cas pour de nombreux produits agricoles. La facilitation du crédit pour les producteurs et les organisations de producteurs est nécessaire dans plusieurs domaines, notamment le financement pré-récolte, les fonds de roulement saisonniers, le développement des infrastructures, la diversification, le financement de la dette et la gestion des risques. L'amélioration de l'accès au crédit, notamment pour les producteurs qui s'efforcent de pénétrer des marchés nouveaux et différenciés, pourrait stimuler la diversification des produits et des marchés d'exportation dans le secteur du café et, partant, la durabilité. Bien qu'un certain nombre d'établissements de crédit spécialisés existent actuellement, le soutien aux producteurs et aux institutions financières locales est limité. Un portail centralisé d'information sur les services financiers pourrait aider à générer des gains d'efficacité, tant pour les producteurs que pour les marchés financiers qui les desservent.

L'une des principales incitations à la coopération internationale dans le secteur du café est l'intérêt partagé dans la stabilité à long terme du marché. Eu égard aux durs défis politiques et économiques à relever pour contrôler les prix par la gestion de l'offre, il convient de rechercher d'autres moyens de promouvoir la stabilité, axés sur le marché. Les torréfacteurs et les négociants du secteur privé s'appuient depuis longtemps sur des outils de gestion des risques et autres instruments commerciaux spécialisés. Pourtant, ces instruments demeurent en grande partie hors de la portée de la plupart des producteurs, en raison du manque de capitaux, de connaissances et d'infrastructure technique. Une assistance et une formation à l'utilisation des outils de gestion des risques par un mécanisme spécial de gestion des risques pourraient offrir une approche en harmonie avec le marché pour améliorer la durabilité de la production face à la volatilité des marchés.

La dernière caractéristique de la crise économique actuelle que je tiens à souligner car elle affecte l'économie des produits de base, est la chute brutale des investissements directs à l'étranger (IDE) des sociétés transnationales. Le flux des IDE a diminué dans toutes les régions, de 2 milliards de dollars en 2007 à moins de 1,2 milliard de dollars prévus en 2009. Pourtant, entre 1990 et 2007, le flux des IDE dans la production agricole a triplé, pour passer de 1 à 3 milliards de dollars par an. Bien que ce flux soit très faible par rapport au flux total des IDE, il représente une source considérable de financement pour de nombreux pays à faible revenu où l'agriculture représente une part relativement élevée des entrées d'IDE. En outre, les IDE dans l'ensemble de la chaîne de valeur agricole - de la ferme au supermarché - sont beaucoup plus élevés, les produits alimentaires et les boissons représentant à eux seuls plus de 40 milliards de dollars en flux annuels, entre 2005 et 2007.

La participation des STN à l'agriculture peut avoir des effets positifs et négatifs dans les pays en développement. Sur le plan négatif, les gouvernements devraient s'attaquer en particulier aux préoccupations environnementales et sociales associées à la participation des STN, comme l'éviction des petits agriculteurs, qui pourrait être à l'origine de pertes d'emplois, l'accaparement des terres, la dépossession des populations autochtones et la dépendance excessive à l'égard des sociétés transnationales.

Sur le plan positif, la participation des STN peut être à l'origine de transferts de technologie, de normes et de compétences, ainsi que de création d'emplois et d'accès aux marchés, facteurs qui peuvent améliorer la productivité de l'industrie et de l'économie dans son ensemble. Les sociétés transnationales peuvent bénéficier d'économies d'échelle qui pourraient rendre les produits agricoles plus abordables, et elles apportent également leurs connaissances des normes et des marchés. Tous ces facteurs dépendent toutefois de l'adoption par les pays bénéficiaires des politiques appropriées qui permettront de maximiser les avantages et de minimiser les coûts de la participation des STN.

Mesdames et Messieurs,

L'économie des produits de base a aidé de nombreux pays à atteindre une croissance économique et à déployer des efforts en matière de réduction de la pauvreté. Dans le même temps, la crise actuelle a mis en évidence la vulnérabilité permanente des pays tributaires des produits de base à la demande extérieure et aux fluctuations des prix. Afin d'assurer la durabilité de la production et de l'exportation des produits de base - comme le café - les pays doivent trouver des moyens de diversifier leurs marchés et leurs produits, et apprendre à tirer profit des connaissances techniques et commerciales. Les moyens existent peut-être de bénéficier des aspects positifs de la participation des STN à la production, à l'exportation et à la commercialisation. Au niveau international, les gouvernements et les organisations internationales pourraient, à la lumière de la crise économique, faire davantage pour contrôler et réglementer l'économie des produits de base et les marchés financiers. La volatilité des prix des produits de base entrave la capacité des pays en développement à renforcer leur assise financière et à se diversifier dans d'autres secteurs, et maintient de nombreux pays dans un état de dépendance à l'égard des produits de base. En outre, la volatilité des prix affecte de manière disproportionnée les acteurs du bas de la chaîne de valeur qui ont la puissance de négociation la plus faible : les producteurs primaires ont donc tendance à absorber l'essentiel du choc de la baisse des prix et à bénéficier le moins de la hausse des prix, notamment dans les pays en développement les plus pauvres. Trouver les moyens d'aider les pays à progresser dans la chaîne de valeur pourrait donc les aider à mieux faire face à la volatilité des prix et promouvoir la durabilité des produits de base pour les pays en développement.

J'espère que cette Conférence fournira aux parties prenantes du café - planteurs, gouvernements et secteur privé - quelques orientations utiles sur les moyens de parvenir à la viabilité future du secteur mondial du café.

Je vous remercie